Le programme Genre et économie, en vidéo

samedi 18 mai 2013

Deux vidéos présentent les enjeux et les réalisations du programme "Genre et économie", en donnant la parole aux actrices ouest africaines.

Sommaire de cet article

- La part des femmes
- Genre et économie, les femmes actrices du développement

La part des femmes

Imageo, 52 minutes, 2013
Retranscription de la bande son, dessous la vidéo

Imageo/documentaire : La part des femmes from Imagéo on Vimeo.

Commentaire 1

01:06
Toute ressemblance avec des situations existantes n'est pas une coïncidence.
Cette pièce de théâtre va à la rencontre du public pour montrer combien le statut des femmes africaines reste marquée par des inégalités. Création collective, elle suscite la discussion et vise un changement de relations entre les femmes et les hommes afin de construire une société plus juste et plus égalitaire.

01:18
Inégalités d'accès aux ressources, aux revenus, et au pouvoir de décision : partout dans le monde, les femmes se heurtent à des normes socio-culturelles qui entravent leur autonomie sociale et économique et le respect de leurs droits.

Commentaire 2

02:23
Parfois évidents, mais le plus souvent insidieux, les mécanismes qui reproduisent les inégalités ne pourront être dépassés qu'en impliquant l'ensemble de la société. Tel est le constat sur lequel est fondée l'approche dite de genre.

Voici le portrait de cinq femmes. Cinq femmes parmi des centaines qui grâce au soutien d'associations ont entrepris de renégocier avec leurs familles, leurs maris, les chefs coutumiers, les employeurs et les institutions, une place à la hauteur de leurs droits et de leurs ambitions.

Commentaire 3

18:06
Mariage précoce, mariage forcé, polygamie, lévirat, c'est-à-dire l'obligation pour une veuve d'épouser un membre de sa belle-famille… en Afrique, comme dans d'autres régions du monde, de nombreuses femmes subissent des unions imposées dans le cadre d'un mariage religieux ou

coutumier.

18:32
Le mariage civil, lui, fixe un âge légal et garantit des droits en terme de consentement, de propriété, d'héritage ou de prise de décision. C'est pourquoi des associations en font la promotion. Les femmes y comprennent vite leurs avantages et les hommes admettent que cela protège aussi leurs enfants.

Commentaire 4

22:25
En Afrique, comme partout ailleurs, les femmes assurent les tâches domestiques, les soins aux enfants et aux personnes âgées, tout en apportant chaque jour davantage leur contribution financière aux besoins de leur famille, de leur communauté et plus largement au développement de leur pays. Mais sans accés à l'éducation, sans connaissance de leurs droits, sans contrôler les ressources productives et sans se professionnaliser, qu'ont-elles réellement à y gagner ? Encore une nouvelle surcharge de travail ?

Commentaire 5

Après Constantin : Pour que les mentalités changent, il est indispensable que les hommes soient parties prenantes. C'est en quoi l'implication des associations est primoridial. Elles favorisent le dialogue entre les femmes et les hommes et plaident auprès des familles mais aussi des services dédiés à l'emploi et des organisations professionnelles.

Commentaire 6

35:30
Pour lever les interdits qui entravent l'émancipation des femmes, les garants de la tradition sont des interlocuteurs incontournables. Accompagnées par les associations, les femmes ont interpellé les chefs de villages et de cantons qui ont admis qu'aucun tabou religieux n'interdisait à une femme de débiter de la viande ou de la vendre au détail.

Commentaire 7

Le travail mené par les associations sur le terrain pour organiser, accompagner et former les groupements de femmes facilite l'élaboration des revendications qui vont marquer l'opinion, faire bouger les politiques publiques et mener aux changements sociaux et culturels. A titre individuel, les femmes renforcent également leur estime de soi. Et bien souvent, c'est en expérimentant d'abord la prise de parole au sein de leur groupement, qu'elles finissent par oser affirmer leurs opinions dans des assemblées mixtes, voire dans des enceintes politiques.

49:30
Le parcours de ces africaines et de nombreuses autres qui luttent au quotidien, prouve que les femmes peuvent gagner en reconnaissance et en autonomie à travers une activité économique à condition de, remettre en cause les rôles sociaux et les stéréotypes qui génèrent les inégalités entre les femmes et les hommes.

Cette dynamique doit être généralisée à tous les niveaux de la société : de la famille aux sphères économiques et politiques en passant par les instances communautaires. Pour un développement juste et durable, il est temps de reconnaître que l'émancipation des femmes n'est pas qu'une affaire de femmes. Mais que c'est bien l'affaire de toutes et de tous !

Carton de fin

Pendant trois ans au Bénin, au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo une quarantaine d'organisations ouest africaines et françaises ont travaillé ensemble à cette problématique pour accompagner des centaines de femmes menant des activités économiques. Engagées dans le domaine agricole, artisanal et de la formation professionnelle, ces structures d'aide au développement mettent en oeuvre une approche de genre en vue de l'égalité des femmes et des hommes.

Genre et économie, les femmes actrices du développement

Cette vidéo de 12 minutes est en cours de montage ; voici son texte d'accompagnement.

Présentation du programme et enjeux

Inégalités d'accès aux ressources, aux revenus et au pouvoir de décision : partout dans le monde, les femmes se heurtent à des normes socio-culturelles qui entravent leur autonomie sociale et économique, et le respect de leurs droits.

L'approche de genre permet d'agir concrètement pour l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes. Elle consiste, d'abord, à identifier ce qui limite ou favorise leur émancipation, en étudiant les relations entre les femmes et les hommes aux niveaux familial, communautaire, national voire international et sur les plans social et culturel. Ces éléments sont ensuite pris en compte à toutes les étapes d'une stratégie ou d'un projet, pour construire des rapports plus égalitaires.

Le Programme pilote « Genre et économie, les femmes actrices du développement » a mis en œuvre cette approche de genre pour soutenir les activités économiques de plusieurs centaines de femmes ouest-africaines dans les domaines de l'agroalimentaire, de l'agriculture, de l'artisanat et de l'entreprenariat.

Le pari : obtenir des changements sociaux. Certains d'entre eux peuvent sember déconnectés de la sphère économique, mais sans modifications réelles des rapports de pouvoir entre les sexes, les femmes ne parviendront ni à pérenniser leurs activités économiques, ni à en faire un facteur d'émancipation.

Fruit d'un partenariat entre le ministère des Affaires étrangères français et des associations de solidarité internationale, le Programme Genre et économie a rassemblé, entre 2009 et 2013, 12 organisations françaises et 30 africaines pour des actions au Bénin, au Burkina Faso, au Niger, au Mali, au Sénégal et au Togo.

Mise en oeuvre du programme

L'originalité de ce programme est d'avoir permis un travail commun et coopératif entre des structures ayant un savoir faire technique dans l'accompagnement de projets économiques et plusieurs associations françaises spécialistes de l'approche de genre. Travaillant étroitement avec des expertes et des formatrices africaines, ce pôle genre a organisé des formations, accompagné les projets, favorisé les échanges ainsi que le partage d'outils et de méthodologies entre tous les membres du programme.

Pour chaque projet, les expertes locales en genre ont fait, en amont, un premier diagnostic des situations vécues par les femmes et les hommes, des rapports de pouvoir et des inégalités propres

au contexte. Puis les femmes accompagnées ont contribué à affiner ce diagnostic à mesure qu'elles s'appropriaient la démarche.

Le programme visait la remise en cause des stéréotypes et des pratiques qui empêchent les femmes d'exercer certains métiers, d'accéder à la terre, de vendre elles-mêmes leurs produits, de se déplacer librement ou même de gérer leur propre argent. Les stéréotypes qui stigmatisent les hommes disposés à encourager l'activité économique de leur femme (en participant aux tâches domestiques par exemple) étaient également pris en compte.

Les changements culturels, sociaux, familiaux, institutionnels ne peuvent pas être dictés de l'extérieur, il a fallu impliquer toutes les actrices et tous acteurs concernés : les femmes, leurs maris, leurs belles familles, les organisations locales, les leaders d'opinion, les chefs coutumiers, les institutions.

Pour ce faire, les projets ont organisé des formations sur le genre, sur l'égalité et les droits à l'attention des femmes mais aussi de leur entourage et des communautés.

Ils ont utilisé des outils pratiques pour l'action participative ou propres à l'approche de genre comme les horloge du temps, les arbres à problèmes, les cartographies sociales qui permettent l'analyse des temps de vie et des activités et révèlent les surcharges de travail des femmes, qui assument souvent une triple journée : travail domestique et soin de la famille, activité génératrice de revenus et aide aux travaux agricoles sur le champ de leur mari…

Des outils issus de l'éducation populaire ont été mobilisés. Des séances de causeries débats ou de théâtre action ont permis de discuter d'enjeux sociaux comme les droits, les violences, la propriété foncière ….

Enfin les projets ont mené des actions auprès des élu-es, des services publics, des employeurs, pour les convaincre de faciliter l'accès des femmes à des terres, à des espaces de travail, à des emplois et de prendre des mesures pour sécuriser ces acquis dans le temps …

Résultats et perspectives

Des résultats concrets ont été atteints, en combinant l'approche de genre, le soutien à l'amélioration des techniques de production, de commercialisation, de marketing et le renforcement des compétences financières et de gestion.

En trois ans, des obstacles liés aux normes sociales ont été levés. Les femmes impliquées dans les projets ont désormais une activité économique visible et reconnue. Elles disposent d'un meilleur accès aux ressources et surtout elles commencent à contrôler ces ressources.

Quelques exemples

Alors que l'accès d'usage à des terres est un premier pas, c'est bien souvent l'obtention d'un titre de propriété qui permet de pérenniser une activité agricole. Ainsi, des Sénégalaises, transformatrices de produits agricoles, ont été soutenues pour obtenir de la municipalité une attestation légale de propriété sur leur champ collectif.

A Kara, dans le Nord du Bénin, les éleveuses de porc n'avaient traditionnellement pas le droit de débiter la viande, ce qui les contraignait à vendre l'animal à des charcutiers qui en fixaient eux-mêmes le prix. Accompagnées par les associations, elles ont interpellé les chefs de villages et de cantons qui ont admis qu'aucun tabou religieux n'interdit à une femme de débiter de la viande ni de la vendre au détail. Depuis, certaines éleveuses maîtrisent toutes les étapes de production, ce qui

augmente considérablement leurs bénéfices monétaires et contribue à leur reconnaissance sociale.

Nombreuses sont encore les femmes qui sont limitées dans leur mobilité, même si leurs activités nécessitent des déplacements. Les raisons de cette situation ? : l'interdiction par les maris et les familles mais aussi, et c'est lié, la non possession de papiers d'état civil. Au Niger, le programme a accompagné des dizaines de femmes artisanes pour l'amélioration de la qualité de leurs produits et la gestion de leurs affaires mais aussi pour l'obtention de cartes d'identité et de cartes professionnelles qui leur permettent aujourd'hui de voyager et de participer à des foires de la sous région.

De jeunes togolaises formées à des métiers traditionnellement masculins – soudure, plomberie, mécanique automobile.., ne trouvaient pas d' emploi. Des actions pour renforcer leur estime de soi conjuguées à des plaidoyers auprès des employeurs leur ont permis de se positionner sur le marché du travail.

Dans cette dynamique de renforcement de l'estime et de la confiance en soi certaines femmes ont osé le leadership et la politique et elles ont réussi !

Ainsi, au Sénégal, des femmes transformatrices de produits agro-alimentaires ont fait campagne au niveau local. Plusieurs ont été elues conseillères communales.

A Ouagadougou, une restauratrice présidente d'un groupement dans le domaine de la promotion de la restauration de rue et accompagnée par le programme a été elue vice-présidente de la Chambre des métiers de l'artisanat du Burkina Faso

Mais les acquis sont fragiles. Là où les femmes réussissent, les hommes s'impliquent, mais parfois aussi s'opposent ou tentent une récupération. Les maris ne sont pas toujours prêts à accepter les changements liés à l'émancipation de leur épouse et certaines vivent de fortes tensions entre leurs activités économiques, leurs engagements sociaux et leur vie de famille.

L'alphabétisation, la formation à la prise de parole, l'accès aux droits, le plaidoyer en direction des décideurs, les gains d'autonomie au quotidien, la reconnaissance du travail rémunéré, sont les conditions d'une réelle participation des femmes à l'économie. Il s'agit de passer d'activités génératrices de revenus à des activités pérennes réellement rémunératrices et autonomisantes.

On ne peut attendre de résultats économiques, d'augmentation des revenus des femmes ou leur autonomisation, sans politiques plus globales d'égalité femmes-hommes et filles - garçons à tous les niveaux. Cela suppose l'implication des hommes. Cela exige des politiques de développement et de solidarité internationale qui prennent en compte les domaines sociaux et les besoins d'infrastructures et d'aménagement du territoire, notamment dans les secteurs de l'éducation, de la garde des enfants, de la santé …

Le Programme Genre et économie a constitué une expérience concrète importante. Aux acteurs de la coopération et de la solidarité internationale de se saisir des acquis pour les réinvestir, les adapter, et poursuivre, à travers leurs initiatives de développement l'objectif de l'égalité des femmes et des hommes, condition essentielle pour un développement durable et juste.

Copyright © Site de l'Association Adéquations - https://www.adequations.org/spip.php?article2010